

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice – Solidarité

MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

PROJET REGIONAL D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE AU SAHEL (SWEDD2-GUINEE).



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

**Pour le recrutement d'un (e) spécialiste en développement communautaire pour la
composante 1 du projet SWEDD.**

Date de début : 06 mars 2023

Date de Fin : 20 mars 2023

1. Contexte et justification

Le projet d'Autonomisation des Femmes et le Dividende Démographique au Sahel (SWEDD) est une initiative conjointe du Groupe de la Banque Mondiale et de neuf (09) pays du Sahel (Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) qui bénéficie de l'appui technique du Fonds des Nations Unies pour la Population, de l'Organisation Ouest-Africaine pour la Santé et de l'Union Africaine. Il vise à accélérer la transition démographique, à stimuler le dividende démographique et à réduire les inégalités entre les sexes dans la région du Sahel. Investir dans l'autonomisation sociale et économique des adolescentes est essentiel pour atteindre ces objectifs.

La maîtrise de la croissance démographique et de la mortalité maternelle et infantile ainsi que le renforcement de l'autonomie sociale et économique des femmes sont des facteurs clés de l'émergence à l'horizon 2040 de la Guinée conformément aux ODD, à l'Agenda 2063 de l'Union africaine et le Plan national de développement économique et social (PNDES 2020-2025) en élaboration. La mise en œuvre du projet SWEDD dans sa deuxième phase, contribuera à l'opérationnalisation de cette vision.

Le projet SWEDD est mis en œuvre par les structures nationales qui s'appuient sur le principe du faire faire pour une bonne appropriation du programme.

Il couvre 14 Préfectures et 153 Communes Rurales et Urbaines repartis entre les Régions de Kankan, Labé et Faranah. Avec comme bénéficiaires directs 474.590 filles de 10 à 19 ans et 4990 Femmes à atteindre l'autonomisation économique et bénéficiaires indirects : les familles des filles, les réseaux des associations des femmes, des filles, religieux, communicateurs traditionnels, le personnel de santé et de l'éducation, les relais communautaires. Un ciblage détaillé au niveau du district sera effectué pour identifier les communautés bénéficiaires où les filles et les jeunes femmes seront engagées dans un ensemble intégré d'interventions tenant compte de leur environnement socio-culturel.

Le projet comprend trois composantes que sont :

- Composante 1 : Améliorer la demande régionale pour les services du RMNCAHN et accroître l'autonomisation des femmes et des adolescents
- Composante 2 : Renforcer la capacité régionale et la disponibilité des produits du

RMNCAHN et des travailleurs de la santé qualifiés

- Composante 3 : Encourager l'engagement et la capacité à élaborer des politiques et à mettre en œuvre des projets.

La composante 1 est subdivisée en 2 sous-composantes : 1.1 Mettre en œuvre une campagne nationale de communication sur le changement social et comportemental et 1.2 Interventions communautaires pour faire progresser l'autonomie des femmes

Pour opérationnaliser la sous-composante 1.2, le Gouvernement guinéen a initié des actions prioritaires qui s'inscrivent dans les domaines de la lutte contre les mariages précoces, de l'éducation et le maintien des filles à l'école, la mobilisation sociale et communautaire et l'augmentation des revenus des femmes et des filles ainsi que la prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre -VBG. Ces actions prioritaires ont fait l'objet de sous-projets ancrés dans la sous-composante 1.2 du projet SWEDD pour lesquels une expertise en développement communautaire est requise.

2. Description des responsabilités

Sous la supervision du Coordonnateur de l'Unité de Gestion du Projet (UGP SWEDD)

Guinée, le ou la Spécialiste en développement communautaire s'occupera essentiellement de la sous-composante 1-2 et aura pour tâches :

- Assurer la gestion programmatique de la sous-composante 1.2 à travers la maîtrise des activités en rapport avec les procédures et le document d'évaluation du Projet SWEDD (PAD) ;
- Fournir une assistance technique sur la mise en œuvre des activités des quatre (4) sous-projets
- Mobiliser les expertises nationales pour la mise en œuvre des quatre sous-projets décrits ci-dessous :
 - (1) le sous-projet "Compétences de vie et de la santé en matière de reproduction" qui consiste à créer et à animer des espaces sûrs pour les filles et des clubs de futurs maris pour les garçons. Il/elle travaillera en collaboration avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports et le Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables, et les ONG de mise en œuvre du sous-projet ;
 - (2) le sous-projet «Autonomisation économique des femmes et des filles» dont l'objectif est de contribuer à l'autonomisation économique des filles/femmes en vue de réduire les inégalités et lutter contre la pauvreté. Il/elle travaillera en collaboration avec le ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables et les ONG de mise en œuvre du sous-projet ;
 - (3) le sous-projet « Maintien des filles à l'école et assurer leur réussite» qui vise à maintenir les filles à l'école dans le cycle d'enseignement fondamental à travers l'amélioration des taux de réussite et d'achèvement des filles dans le cycle fondamental . Les interventions prévues dans ce sous-projet viseront à lutter contre l'abandon scolaire et à améliorer les résultats scolaires des filles (et donc à retarder le mariage). Ces interventions peuvent inclure un soutien pédagogique pour les filles en difficulté (coaching, tutorat) ; des subventions/bourses pour les filles vulnérables pour les fournitures scolaires (manuels, uniformes, programmes d'incitation ; kits sanitaires pour la gestion des menstruations), le développement de programmes d'alphabétisation et d'éducation accélérée pour les filles-mères ou les femmes enceintes. Il ou elle travaillera en collaboration avec le ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation et les ONG de mise en œuvre opérationnelle du sous-projet ;
 - (4) le sous-projet «Prévention et lutte contre les VBG» dont l'objectif est de contribuer à la réduction significative des Violences Basées sur le Genre, y compris les MGF

dans les zones couvertes par le sous projet ; à travers le développement d'un dispositif de prévention multiforme des violences basées sur le genre incluant l'activation d'un système de référence pour les victimes de la violence liée au sexe (fournissant des conseils juridiques, psychosociaux) dans la zone d'intervention du projet ; l'accroissement de la disponibilité et l'accès aux services de qualité de prise en charge (psychosociale, juridique/judiciaire/et réinsertion) des personnes survivantes des Violences Basées sur le Genre et le renforcement des capacités techniques des acteurs de lutte contre les VBG.

- A partir des stratégies et définitions opérationnelles, organiser l'élaboration des plans de travail annuel budgétisés (PTAB) en collaboration avec les parties prenantes et les finaliser avec des délais d'exécution et résultats concrets déclinés ;
- Assurer le suivi de la planification et la coordination des interventions en cohérence avec les autres composantes ;
- Veiller à la rédaction des TDR et des rapports des activités en collaboration avec les entités de mise en œuvre tels que planifiés dans les PTAB approuvés par le Comité national de pilotage et validés par la Banque mondiale ;
- Assurer la supervision des activités des partenaires (cadres ministériels, ONG, Consultants, etc.) sur le terrain et la cohérence des interventions globales en collaboration avec le Responsable du Suivi-Evaluation ;
- Consolider les rapports trimestriels/annuels d'activités en collaboration avec les collègues du projet en charge du suivi-évaluation
- Fournir un appui technique dans la conduite des revues à mi-parcours et annuelles de la performance du Projet,
- Contribuer à la documentation des leçons apprises et des bonnes pratiques de la mise en œuvre des activités qui seront partagées avec les parties prenantes.

3. Qualifications et compétences requises

- Être titulaire d'un diplôme universitaire (BAC+ 5) en développement social, sociologie de développement, en économie de développement ou en management de projets, etc.
- Avoir au moins cinq (05) ans d'expérience réussie dans le domaine du Développement social, sociologie de développement, économie de développement, management de projets.
- Justifier d'une bonne capacité d'analyse, de planification et de rédaction,
- Avoir une bonne connaissance des réalités socio-anthropologiques, les réalités des inégalités du genre et les conditions de vie des jeunes filles et des femmes,
- Avoir une expérience prouvée de travail au sein d'ONG Internationales et ou nationales serait un atout ;
- Avoir une connaissance pratique de la gestion axée sur les résultats (GAR) serait un atout;
- Avoir de l'expérience et de la capacité à travailler en équipe et en réseau avec des partenaires dans tous les aspects pertinents de la gestion des projets ;
- Avoir de solides compétences en leadership, capacité démontrée de diriger, de définir une vision ;
- Avoir de solides expériences dans les services intégrés de l'éducation, de santé particulièrement la santé sexuelle et reproductive et de VBG ;
- Avoir une expérience dans la supervision des ONG de développement ;
- Avoir une maîtrise de l'outil informatique notamment les logiciels de base : Word, Excel, Power Point) ;
- Être capable de travailler sous pression et surtout en milieu rural ;

- Avoir de bonnes capacités de communication orales et rédactionnelles,
- Avoir une bonne connaissance des langues nationales de la zone du projet est un atout,
- La maîtrise de l'anglais sera un atout ;

NB : Les candidatures féminines sont vivement encouragées

4. Lieu d'affectation, durée du contrat et langue de travail

Le ou la Spécialiste en développement communautaire en charge de la sous-composante 1.2 sera basé (e) à Conakry avec des déplacements dans les 3 régions que couvre le projet. Elle/il est recruté (e) pour une durée initiale d'un an renouvelable, pour toute de la durée du projet dont la fin est planifiée au 31 décembre 2024, sur la base des résultats concluants d'une évaluation des performances qui sera réalisée annuellement. La langue de travail est le français.

5. Conflit d'Intérêt et procédures de recrutement

Le ou la candidat (e) doit être exempt de tout risque de conflits d'intérêt, c'est-à-dire ne pas être propriétaire ou être partie prenante dans les Conseils d'Administration ou les organes de direction de firmes, bureaux d'études, entreprises, sociétés, de toute association / organisations susceptibles d'être intéressées par les appels d'offres et les consultations qui résulteront des contrats financés par le projet.

Le/la candidat (e) sera sélectionné (e) en accord avec les procédures définies dans le règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de Projet d'investissement pour la Passation des Marchés de fournitures, de travaux, de services autres que les services de consultants de juillet 2016, révisées en novembre 2017 et en août 2018 et de novembre 2020.

Les fonctionnaires ou les représentant(e) s du gouvernement peuvent faire acte de candidature suivant les conditions exigées par les textes.

6. Méthode de recrutement

Le/la consultant (e) sera sélectionné (e) suivant la méthode Sélection Consultant Individuel (SCI) conformément aux dispositions définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de la Banque mondiale édition de novembre 2020.

7. Composition du dossier

Le dossier de candidature comprend les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation signée du/de la candidat (e), adressée au Coordonnateur du Projet SWEDD ;
- Un CV actualisé détaillé, daté et signé certifié sincère, mentionnant au moins trois références pour confirmer les expériences ;
- Une (1) copie légalisée des diplômes de formation et des certificats et attestations de formation ;
- Attestations de travail attestant de l'expérience du ou de la candidat (e).

8. Dépôt des dossiers de candidature

Les dossiers de candidature, sous pli fermé, avec la mention « **Recrutement d'un (e) Spécialiste en développement communautaire** » doivent être adressés au Coordonnateur de l'UGP/SWEDD Guinée à l'adresse ci-dessous **avant le 20 mars 2023 à l'adresse SWEDD Guinée, Immeuble MAB, 2ème étage, près de l'Hôtel du Golfe, Minière Cité, Commune de Dixinn-Conakry téléphone (00 224) 624 96 60 96 / 620 62 22 68.**